

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
CANTON DE LE VIGAN

Envoyé en préfecture le 02/08/2024
Reçu en préfecture le 02/08/2024
Publié le
ID : 030-213000409-20240729-2907246-DE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BLANDAS**

SEANCE DU 29 JUILLET 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf juillet à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Blandas, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Marc WELLER, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 9

Nombre de Conseillers présents : 7

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 22/07/2024

Présents : Marc WELLER, André BARRAL, Michel GRAZIOLI, Caroline SERRES, Valentin ROBA, Merel VAN DER BLIEK, Florent STEINMETZ.

Absents : Fabrice GATY, Vincent LHOMME.

Procuration : Vincent LHOMME donne procuration à Michel GRAZIOLI.

A été nommé secrétaire de séance : Caroline SERRES.

OBJET : Création d'un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique pour l'école de Montdardier.

Après concertation entre les communes de Rogues, Montdardier et Blandas, Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la volonté de créer un SIVU afin de donner un statut juridique à l'école de Montdardier et l'inscrire dans une logique de gestion du territoire du Causse de Blandas.

Le but est également de sécuriser les effectifs assurant ainsi la qualité du service public en participant à la politique d'aménagement de notre territoire rural.

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le projet de statuts annexé à la présente délibération qui seront transmis à Monsieur le préfet du Gard.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, Adopte, à l'unanimité :

1. le principe de création du SIVU du Causse Montdardier-Blandas-Rogues,
2. le projet de statuts du SIVU.

Le conseil municipal a l'honneur de demander à Monsieur le Préfet de statuer sur cette création conformément à l'article L5212-5 du CGCT afin de valider la liste des communes membres, la nature juridique du syndicat et les statuts, dans un arrêté préfectoral.

Fait et délibéré le mois jour et an susdit.

Le Maire, Marc WELLER



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.
Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr